



Permettez-moi de vous souhaiter une très bonne année, en cette période propice pour le faire. Parce que je veux croire que c'est le sens de l'intérêt général qui vous guide sur ce blog, c'est par ceci que je voudrais commencer.

L'intérêt général ! Une règle de notre République qui signifie que chacun doit dire non pas ce qui est bon pour lui-même, mais ce qui est bon pour tous.

Vous aurez remarqué que cette règle, rares sont nos dirigeants qui se l'appliquent à eux-mêmes, et plus on monte dans les sommets de l'Etat, plus les intérêts particuliers se substituent à l'intérêt général, voyez-vous !

La somme des intérêts particuliers qui se bousculent aux portes de l'Elysée pour faire leur marché, c'est le cas de le dire, est devenu pléthorique.

Il faut dire aussi qu'ils repartent avec leur sac de courses et leurs paniers pleins... Alors pourquoi ne reviendraient-ils pas ?

Vous voyez de qui je parle n'est-ce pas ? Les banques, les assurances privées, les multinationales bien sûr ! Ces profiteurs qui s'engraissent sur le malheur du peuple, et qui n'en ont jamais assez !

M. Sarkozy nous a promis la « République irréprochable » en nous regardant droit dans les yeux de TF1 ; parce que, disait-il, ça suffisait qu'une poignée de caïds fassent la loi auprès de citoyens honnêtes qui se levaient le matin pour aller bosser ! Nous sommes d'accord ! Oui ! Je partage ce point de vue !

Ca suffit qu'une minorité, la bande du Fouquet's, fassent la loi pour s'en mettre plein les poches et se goinfrer sur le dos des citoyens qui triment pour nourrir leur famille ! Ca suffit ! Les caïds, ce sont eux !

Ce sont eux qui massacrent, qui démantèlent et qui saccagent à tour de bras tous les acquis républicains des Français.

Il faut dire que ça rapporte ! Le malheur des pauvres fait le portefeuille des riches.

C'est une leçon depuis le début de l'humanité organisée : les seigneurs et les serfs, la monarchie et le Tiers-Etat, le patron et l'ouvrier, et maintenant les actionnaires et le salarié !

La République irréprochable, nous dit-on ? Je ne vois pas ce qu'il y a d'irréprochable quand à sa tête il y a un ministre condamné par deux fois, ou un président qui insulte son peuple, je ferme la parenthèse.

Elle est où la République quand elle laisse ses enfants mourir dans la rue ou s'entasser dans des logements trop petits alors qu'il existe des milliers de logements vacants, pour lesquels les spéculateurs attendent la flambée des prix pour les revendre, ou que des villes refusent de construire.

Elle est où la République quand elle décide de laisser des citoyens renoncer à se soigner ! Avec les franchises médicales, les médicaments déremboursés, les dépassements d'honoraires, les fermetures d'Hôpitaux... « Aux malades de payer leur maladie » ! Vous êtes pauvres ? Tant pis pour vous, de toute façon vous mourrez bien un jour !

Elle est où la République quand elle laisse couper l'eau, l'électricité et le gaz chez des familles qui ne peuvent plus payer leur facture.

Ca s'appelle « la précarité énergétique » parait-il. Nous savons ici quelles réalités inhumaines cette expression recouvre : plus de chauffage, plus d'hygiène, plus de repas corrects, plus de devoirs pour les enfants, une vie de misère.

Elle est où la République quand la seule voix portée dans les G20, les G9, les sommets des grands de ce monde, s'élève que pour défendre la finance et imposer, aux côtés du directeur du FMI, du système bancaire, des agences de notation et des marchés, des plans d'austérité insupportables contre les peuples d'Europe.

Elle est où la République quand elle menace ses propres enfants de les déchoir de leur nationalité, les stigmatise en fonction de leurs origines sociales, ethniques, religieuses ! On a

même pu constater avec effroi qu'on triait les hommes d'un côté et les femmes et les enfants de l'autre en ce qui concerne les ROMs!

Elle est où la République quand, au nom d'une insécurité fabriquée de toute pièce par les politiques antisociales, on invente des politiques de restriction des libertés publiques, quand on saccage nos écoles publiques, nos universités, reniant les mots de Victor Hugo «quand on ouvre une école on ferme une prison»!

Cette France n'est pas la nôtre !

Notre République ne dresse pas ses enfants les uns contre les autres, elle ne fait pas le lit du fascisme en mettant en scène un débat xénophobe et dangereux sur l'identité nationale!

Ici nous avons une vision de la France qui est tout autre. La République naît des idéaux des Lumières, elle est celle qui traite chacun de ses enfants de la même manière, elle les fait vivre dignement, elle les soigne, les nourrit, les loge, les envoie même vacances. Elle est la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Est-ce archaïque ou démodé ? Est-ce d'un autre âge, révolu?

Quelle outrecuidance ont ceux qui font de la politique soi-disant pour changer la vie et qui pourtant martèle ce genre d'inepties!

Bien sûr que ces combats sont brûlants d'actualité !

Et ceux qui comme moi ont donné leur vie pour transformer la société savent bien que l'argent existe par milliards pour bâtir la République Sociale que nous appelons de nos vœux !

Alors en attendant que la table soit renversée, que pouvons-nous faire, nous militants politiques, élus, acteurs de la vie réelle de la France, nous qui sommes le nombre, le grand nombre?

Faire la preuve par l'exemple que c'est possible ! Dans nos villes, nos communautés d'agglomération, nos cantons... partout où nous exerçons des responsabilités!

Dans le territoire que j'administre, l'urgence nous commande de le faire ! Parce que les oubliés de la République il y en a ici ! Nous les croisons tous les jours, ils s'entassent dans nos quartiers, ils galèrent dans nos transports, ils font les poubelles de nos villes, ils font la queue dans nos maisons de l'emploi. Partout, elle nous prend à la gorge la misère qui gangrène. Et pourtant voyez-les, ils tentent de survivre et de garder un peu de dignité ! Ils s'organisent dans des réseaux d'entraide, dans des associations, ils se mobilisent même dans la rue, comme on a pu le constater lors de la réforme des retraites, où nous avons pu assister avec bonheur au retour du peuple sur la scène politique pour reprendre son destin en main.

A tous ceux-là, je dis « tenez bon » ! Salariés, retraités, chômeurs, habitants, petites et moyennes entreprises, commerçants, artisans, partageons, construisons ensemble le sens d'un projet collectif qui fasse la démonstration que le fatalisme n'a pas sa place en France!

Quand les gardiens de l'ordre détruisent la planète et pillent les ressources naturelles provoquant désastres écologiques, famines et guerres, tout en nous culpabilisant de laisser nos appareils électriques en veille, ils profitent des milliards du marché du capitalisme vert. Nous

leur opposons la planification écologique !

Restaurer la nature en ville, rétablir l'équilibre entre l'humain et notre écosystème sont loin de leurs préoccupations gourmandes!

Savez-vous qu'on peut arrêter d'empoisonner nos sols en supprimant les pesticides et produits chimiques?

Savez-vous qu'on peut s'engager à élaborer un schéma directeur de la biodiversité qui assure des continuités écologiques pour la faune et la flore !

Tout ceci, je le mis en place ainsi que le lancement d'une université populaire de la nature pour faire le travail pédagogique nécessaire à la compréhension des grands enjeux planétaires, nourrir le plan climat territorial et apprendre à nommer ce que nous voyons dans la nature de nos villes pour mieux respecter les espèces floristiques et faunistiques : chez nous elle prendra le nom d'école du jardin planétaire.

Quand les grands de ce monde mettent en place ce grand marché mondial où l'agriculture intensive se spécialise aux 4 coins de la terre, exploite la main d'œuvre des pays pauvres, empoisonne les sols, pollue par la multiplication effarante des camions et des avions cargo pour nous approvisionner, nous défendons une agriculture paysanne locale.

Alors il faut mettre à contribution des hectares de terrains non commercialisés disponibles, à destination d'une agriculture maraichère et vivrière qui alimenterait des réseaux publics et associatifs de restauration tout au long de l'année !

Quand nos éminences s'entendent pour renflouer les banques en sortant de leur chapeau les milliards qu'ils ne daignent pas sortir pour augmenter les salaires, sauver les retraites ou financer nos services publics, mais préfère permettre à un système spéculatif non seulement de se maintenir mais également de fructifier, nous pourrions mettre en place une monnaie complémentaire locale.

Convertible en euro, rassurez-vous, elle n'a pas vocation à supplanter la monnaie officielle ! Je ne défends pas l'indépendance monétaire des communes et agglomérations !

Cela permettra de dynamiser les échanges locaux, de favoriser la consommation locale, d'insuffler un esprit de coopération et solidarité entre des acteurs locaux.

Je suggère l'usage de cette monnaie d'échange à un réseau d'acteurs volontaires : les habitants, les services publics, les associations, les artisans et les commerçants, les PME et PMI. Elle sera adossée à une banque coopérative et l'usager en sera le gestionnaire dans le cadre d'un comité d'orientation.

C'est cela aussi la relocalisation de l'économie ! Consommer local, et se mobiliser pour s'approvisionner en circuit plus court.

Je ne peux pas parler de relocalisation de l'économie sans parler de transports et d'emplois.

Il ne faut pas laisser faire la main invisible du marché et les marchands de bien.

Le défi étant de développer des zones d'activité économique qui permettent de travailler à côté

de chez soi plutôt que de continuer l'étalement urbain qui détruit la biodiversité, allonge les temps de transport et morcelle les fonctions de la ville.

Ainsi en matière de déplacements notamment domicile-travail, nous devons garantir un vrai droit à la mobilité ! Ceci peut se faire dans des régies publiques des transports où élus et usagers décident des évolutions sur les lignes. Nous refusons ce système où les collectivités et les usagers financent les lignes déficitaires, pendant que les transporteurs se mettent les bénéfices des lignes excédentaires dans les poches ! En régie publique, les bénéfices seront redistribués entre les lignes et permettront de renforcer l'offre de transport, la régularité et l'amplitude horaire, y compris quand les lignes sont dites «non rentables»!

En luttant contre les spéculateurs qui se jettent sur les terrains disponibles pour en faire des opérations immobilières à des prix exorbitants, nous pourrions aussi maîtriser des espaces pour permettre l'implantation d'entreprises qui créent des emplois en lien avec la qualification des demandeurs d'emplois de chaque bassin de vie. Cette stratégie a permis de mieux résister à la destruction d'emplois.

Nous essayons des formules, d'inventer de nouveaux chemins.

Nous avons signé un pacte territorialisé pour l'emploi, la formation et le développement économique avec la Région Ile-de-France et élaboré avec tous nos partenaires naturels : les villes, le Département, la Chambre de Commerce et de l'industrie, la Chambre des Métiers, des entreprises et organismes de formation, ainsi que Pôle emploi.

Mais aujourd'hui nous savons tous que Pôle Emploi est devenu une vaste plaisanterie ! Que derrière la fusion ANPE-ASSEDIC, les conditions de travail inhumaines des agents et des usagers, le capharnaüm organisé sciemment, il s'agit de privatiser le marché juteux des chômeurs ! Et oui le capitalisme financier n'a pas de limite ! Il faut bien rentabiliser le chômeur ! Et ça rapporte le chômeur pour une entreprise privée comme ADECCO ou INGEUS, qui comme délégués privés de Pôle Emploi, touchent 4500 € le traitement d'une situation contre 780 € de coûts dans le service public !

Indécent mais il n'y a pas de petits profits chez les profiteurs, les voyous et les caïds !

Vous comprenez donc bien comment cette vision nous complique la tâche dans la mise en œuvre de notre Pacte pour la réussite citoyenne.

Attention quand nous disons réussite citoyenne, nous ne faisons pas allusion à ce que les médias véhiculent comme l'image suprême de la réussite : le bling bling !

Il paraît qu'on ne pourrait être heureux sans gagner au loto, ou sans être célèbre en passant à la télé ! Les émissions de télé-réalité qui utilisent le voyeurisme pour faire du fric s'assimilent plus à de la prostitution et à la marchandisation de l'être humain ! La réussite citoyenne, c'est l'émancipation ! C'est répondre à des aspirations légitimes en termes d'emploi, de formation, de projet individuel ou collectif.

Nous allons accompagner des jeunes ou des moins jeunes bien sûr dans leur projet d'émancipation. Nous pourrions soutenir et accompagner le candidat dans son projet. Il aura un référent, un tuteur en quelque sorte, pour préparer sa demande d'appui. Sera favorisé ainsi la

création de coopératives.

Si nous assumons que nous encouragerons ces formes d'organisations solidaires, où un homme égal une voix, c'est pour mettre l'homme au cœur de l'économie, une économie qui n'a pas vocation à faire des profits ou à gaver quelques uns.

En parlant d'activité à but non lucratif, j'en arrive à la meilleure démonstration que j'ai amenée en 2010 et qui s'est concrétisée le 1er janvier, comme vous avez pu le lire dans ma précédente note.

Nous sommes passés en gestion publique de notre eau via la Régie publique Eau des Lacs de l'Essonne. Enfin ! Après 80 ans de gestion privée impulsée, nous sommes sortis de ce système. Système opaque, système qui n'investissait pas assez pour renouveler notre réseau pour les générations futures, système qui surfacturait le prix du service de l'eau, volant jusqu'à plus de 1 million d'euros chaque année aux habitants de Viry-Chatillon ! C'est 80 millions d'euros chaque année qui étaient surfacturés par Veolia dans le cadre du SEDIF ! Tout augmente ? Non ! Pas le prix du service de l'eau : Veolia se paye le toupet d'annoncer fièrement une baisse de 15% de son prix précédent. Tiens, tiens... Demandons-leur plutôt pourquoi c'était 15% plus cher pendant les 40 dernières années. L'eau n'est pas une marchandise. Elle est un élément indispensable pour rester vivant. Faire de l'argent dessus, autant d'argent qui plus est, est indécent. A Viry-Chatillon, c'est fini !

Pourtant, que n'entendions-nous pas ! Ca allait être difficile, ça allait être impossible, nous devons racheter les installations, nous allons nous prendre les pieds dans le tapis, que faire sans les véritables professionnels de l'eau employés dans les multinationales ? Et bien non. Nous y sommes arrivés. Les compétences techniques sont partout les mêmes. Les techniciens et ingénieurs sortent des mêmes écoles, qu'ils travaillent ensuite dans le public ou le privé. Leur compétence est unanimement reconnue, là n'est pas le débat. C'est le système qui permet à des banquiers d'affaire de s'enrichir sur bien commun du vivant qu'il s'agissait de changer.

A contre-pied de ce qui se fait souvent, nous avons fait appel à une expertise publique, et non un cabinet conseil privé, pour nous aider à y voir plus clair. A contre courant de ce qui se pratique généralement, nous avons associé toutes les organisations politiques présentes dans les conseils municipaux des deux villes pour avancer de concert et dans la transparence vers notre choix. A rebrousse-poil de ce qui se fait presque partout lors du renouvellement des contrats, nous avons associé la population, nous l'avons informé et sensibilisé largement avec la votation citoyenne du mois de juin, puis des réunions d'information ces deux derniers mois pour répondre aux légitimes interrogations. Transparence, implication populaire, lutte contre les multinationales symboles du capitalisme financier et passage à l'acte, au-delà des simples incantations, promesses électorale ou autres textes politiques : c'est ça, faire de la politique.

Voilà. C'en est fini de la première étape. La seconde arrivera d'ici quelques mois, lorsque nous nous approvisionnerons avec l'eau provenant de la régie Eau de Paris. Une eau publique qui sera gérée par un service public. Pendant ce temps-là, le SEDIF se gargarise de sa baisse de 15%... Tant mieux pour les usagers. C'est toujours ça de pris. Mais comparons :

- > Désormais, ici, les premiers litres d'eau indispensables à la survie sont gratuits et l'abonnement est gratuit pour les familles. Plus de part fixe !
- > Désormais, ici, le prix du service de l'eau n'est pas le même selon qu'il est pour l'usage familial ou pour l'usage professionnel.
- > Désormais, ici, le prix est progressif et non plus dégressif.
- > Désormais, ici, nous allons multiplier par 6 le niveau des investissements sur le réseau pour lutter contre les fuites.
- > Et malgré tout ça, ici, c'est 37% moins cher !

Vous voyez, il y a de quoi ne pas résigner. A tous ceux qui nous disent "c'est compliqué", "c'est difficile", "on peut pas faire autrement", nous répondons : SI ! Nous pouvons faire autrement, et nous le prouvons. Et comme nous pensons que ce qui bon pour nous l'est pour tout le monde, nous sommes prêts maintenant à offrir notre expertise à tous ceux qui le souhaitent pour les aider à passer en régie publique. Sachez que je tends la main à tous les présidents d'agglomération voisins, aux maires de l'Essonne, mais aussi aux usagers. Dommage pour mes voisins d'Athis-Mons et de Juvisy sur Orge, dont les maires viennent de rempiler avec Veolia ad vitam æternam. Ils avaient pourtant la même opportunité que nous. Ils ont préféré ne même pas étudier la question, malgré mon offre, et repartir se coincer au SEDIF dans une gestion privée. Ils auront à expliquer à leurs administrés pourquoi la facture d'eau de Monsieur Santini est plus salée de 30%.

Alors chers lecteurs, chers amis, mesdames, Messieurs, nous avons besoin de vous ! Impliquez-vous ! Prenez votre destin collectif en main ! C'est ce que je peux nous souhaiter à tous de mieux !

Faisons un pied de nez à ceux qui voudraient nous voir baisser la tête, rentrer la tête dans les épaules et recevoir les coups sans répliquer !

Renversons la table du Fouquet's !

Bonne année, bonne santé, nous en aurons besoin, et une heureuse année à vous et à ceux qui vous sont chers !